

Lettre ouverte à la Direction Générale de l'INRA

Nous, responsables scientifiques, élus dans différentes structures de l'INRA, souhaitons mettre en débat la restructuration des Unités Expérimentales (UE).

La Direction Générale de l'INRA a choisi de réduire le nombre des UE de façon drastique et de concentrer celles qui subsisteraient **en dépit de toutes les conséquences négatives qui peuvent en résulter pour les personnels et les recherches INRA, en dépit du caractère fondateur et essentiel de ces activités pour l'identité de l'INRA**. Cette situation est dénoncée depuis des mois à l'INRA comme à l'extérieur.

La construction du dispositif des UE au sein du même organisme a demandé de nombreuses années (achats de parcelles d'expérimentation, équipements lourds, constitution de collectifs de travail ayant des compétences spécifiques, relation avec des partenaires professionnels, insertion dans des réseaux locaux, etc.). Ce patrimoine ne peut être démantelé de **façon irréversible** sans que le rôle qu'il pourrait jouer dans les recherches à venir de l'Institut ne soit correctement évalué et mis en débat.

Cette restructuration qui n'a fait l'objet d'aucun **réel débat scientifique** de fond dans l'Institut pose en effet des **questions vitales pour l'avenir de la recherche agronomique qui ne peuvent être éludées**. Par exemple :

- En matière d'expérimentation agronomique, est-il pertinent de jouer à tout prix la carte de la concentration géographique ? Que perdons-nous ? Quels risques prenons-nous ? L'heure n'est-elle pas venue d'analyser d'un même mouvement la façon dont se distribue le dispositif d'expérimentation de l'INRA sur l'ensemble du territoire national, de reconnaître que la structure spatiale des dispositifs expérimentaux prend une importance cruciale ? Les préoccupations grandissantes de développement durable ne supposent-elles pas de garantir sur le long terme des possibilités d'expérimentation dans des gammes d'environnements variés pour appréhender les effets imprévus des transformations en cours sur les écosystèmes, les systèmes de culture et d'élevage, l'agriculture durable, la toxicologie, et la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme ? Dans cette perspective, la France avec la diversité de ses systèmes de cultures et l'étendue de ses territoires n'a-t-elle pas à affirmer un rôle particulier en Europe ? Enfin, l'histoire de l'épidémiologie n'invite-t-elle pas à la prudence quant au regroupement d'UE animales sur de mêmes sites ?

- L'évolution d'une unité expérimentale doit-elle être raisonnée dans la même temporalité que celle d'une culture *in vitro* ou d'un modèle de simulation ? Quelles sont les contraintes inhérentes à l'enregistrement de données de terrain dans le cadre de protocoles de longue durée ? N'est-il pas naturel d'assumer pleinement les efforts à consentir pour assurer la continuité de ces dispositifs, de leurs équipes et l'entretien du patrimoine ? En quoi ces activités nécessitent-elles des compétences particulières ? Que perd-on si on renonce à cette possibilité ? Ne faut-il pas s'interroger sur la dérive inquiétante que représente, à l'INRA comme ailleurs, le développement de modèles de plus en plus vides de contenus empiriques, posant des problèmes croissants de validation des connaissances produites ?

- L'avenir des UE de l'INRA ne concerne-t-il que l'INRA ? L'expérimentation agronomique n'est-elle pas un maillon fondamental du processus d'innovation en agriculture et un objet partagé avec de nombreux partenaires ? N'est-il pas impératif que l'évolution du dispositif expérimental de l'INRA fasse l'objet d'une concertation scientifique globale, conduite au plan national, associant nos partenaires scientifiques extérieurs mais aussi l'interprofession et les personnes directement concernées par la redéfinition du dispositif de R&D lié à l'agriculture (Instituts techniques, chambres consulaires, collectivités territoriales, syndicats agricoles, associations de consommateurs, ...) ? Les souhaits affichés par l'INRA d'approches multidisciplinaires intégrées, sur des systèmes agricoles en conditions proches de la pratique (y compris innovantes)

peuvent-ils déboucher sur des propositions concrètes si l'on réduit en même temps le périmètre et les moyens des UE de l'INRA ?

De nombreuses questions restent en suspens. Il nous faut donc mettre en place une réflexion de fond pour **repenser ensemble le rôle des UE dans une perspective globale tenant compte** d'une stratégie scientifique d'ensemble de l'Institut et de l'avenir du dispositif de R&D.

C'est pourquoi, bien au-delà de la réunion des Conseils Scientifiques de Départements organisée en ce début d'année 2007, **nous demandons qu'un débat scientifique large soit organisé pour construire une vision à long terme du statut de l'expérimentation à l'INRA.** Nous demandons donc que les Conseils Scientifiques et de Gestion des Départements organisent la consultation dans leurs domaines, que des échanges entre départements soient établis, et que les partenaires extérieurs soient associés à la réflexion. Nous demandons aussi que cette question qui est un élément clé de la stratégie scientifique de l'INRA soit mise à l'ordre du jour des débats du Conseil Scientifique National.

Nous appelons en conséquence pour l'heure à un moratoire sur la fermeture des Unités Expérimentales et à un arrêt de la réduction de leurs moyens en personnel, en équipement et en fonctionnement. En cela nous soutenons sans réserve la démarche des agents du collectif des UE qui appelle l'ensemble des personnels à soutenir leur action.

Nous vous appelons à soutenir cette démarche par votre signature à cette lettre ouverte.

Prénom :

Nom :

Centre :

Qualité et mandat(s) :

Département de recherche :

signe cette lettre ouverte à la Direction Générale de l'INRA

A renvoyer à Jean-Louis Durand : Jean-Louis.Durand@lusignan.inra.fr